


La Coalition européenne des sans-papiers a pris l'initiative d'organiser une caravane européenne qui a été accueillie par les associations belges, françaises et italiennes. Cette caravane est composée de 50 internationaux dont 14 sans-papiers ouest africains et un Tunisien qui ne nécessitaient aucun visa pour entrer en Tunisie.

La caravane a pris le bateau de Gênes le 23 mars 2013 pour participer au forum social mondial à Tunis. Des courriers ont été envoyés aux différents gouvernements français, italien et tunisien ainsi qu'à Frontex afin de les informer de cette initiative. Ils sont arrivés le 24 mars 2013 au port de Tunis et le gouvernement tunisien n'a pas posé de difficultés pour les accueillir. Par contre, l'armateur a refusé le principe de les ramener en Italie à la fin des travaux du FSM en s'abritant derrière la législation internationale maritime qui le sanctionnerait à des pénalités financières.

Les militants de la caravane ont été contraints de reprendre le bateau et sont actuellement en mer vers l'Italie. Les 14 militants sans papiers courent, à leur arrivée en Italie, de très graves risques d'être placés en centre de rétention et expulsés.

Le comité préparatoire du Forum social mondial Tunisie 2013 constate le caractère discriminatoire de cette situation, inique et contraire à la Déclaration universelle des droits de l'homme qui prévoit le droit de quitter tout pays y compris le sien.

Le comité préparatoire du Forum social mondial Tunisie 2013 condamne fermement les législations nationales, européennes et internationales qui sanctionnent les migrants. Nous mettons le gouvernement italien face à ses responsabilités concernant le sort de ces militants.

Et nous demandons :

1. que ces personnes soient ré-admises en Italie sans aucune poursuites ni procédure de rétention ni d'expulsion ;

2. un moratoire sur les négociations entre l'Union européenne et la Tunisie sur les accords migratoires tant que la Tunisie ne sera pas dotés d'institutions permanentes et n'aura ratifié les conventions internationales relatives aux droits des migrants ;

3. la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous.

Nous appelons par ailleurs à la plus grande mobilisation en Italie et ailleurs pour soutenir ces militants et les protéger.

**Mouhieddine Cherbib**

**Abdallah Zniber**

**Driss El Kerchi**

**La Coalition européenne des sans-papiers**